



**Verband der Schweizer Studierendenschaften
Union des Etudiant·e·s de Suisse
Unione Svizzera degli Universitari**

Schanzenstr. 1 Tel +41 31 382 11 71 info@vss-unes.ch
CH-3001 Bern Fax +41 31 382 11 76 www.vss-unes.ch

Berne, le 20 jan. 2004

Le lobby de l'économie dans l'impasse!

Sous le titre "De nouvelles pistes pour le financement des Hautes Ecoles", les associations de l'économie, le CCE, Avenir Suisse et economiesuisse ont présenté aujourd'hui leur papier de thèse qui se perd dans une impasse: la proposition d'introduire des prêts pour payer des taxes d'études plus élevées ne saurait être qualifiée de "nouvelle piste", il faudrait plutôt parler de "train fantôme de la formation".

Les associations veulent faire passer les étudiant·e·s à la caisse parce qu'ils considèrent que la formation tertiaire est un bien privé. Pourtant ils soulignent l'importance du capital humain en tant que facteur de concurrence économique, ce qui implique clairement le caractère public de la formation tertiaire.

La réforme de Bologne, que louent les associations de l'économie, réduit nettement la possibilité de poursuivre un travail rémunéré à côté des études à cause de ses cursus peu flexibles et des examens continus. Selon le CCE, les étudiant·e·s sont appelé·e·s à travailler pendant les vacances semestrielles, mêmes si les entreprises refusent souvent d'embaucher un ou une étudiant·e pour seulement deux mois. Dans l'optique de la réforme de Bologne, un système de bourses au niveau de la Confédération est encore plus urgent.

L'égalité des chances est minée si les taxes d'études sont augmentées et que des prêts sont introduits. Les prêts proposés dans l'étude du CCE couvrent à peine les taxes augmentés. Les frais de subsistance ne sont pas compris dans la dette de CHF 25'000-50'000.-. De peur de s'endetter, des étudiant·e·s n'entameront pas d'études, ce qui reviendra à un gâchis de capital humain. De plus les étudiant·e·s qui seront obligé·e·s de prendre un prêt pour financer leurs études seront amené·e·s à choisir des études selon des critères de possibilités de gain au lieu de leurs compétences et intérêts.

Avec le prétexte que les recettes de l'augmentation des taxes d'étude seront investies pour engager de nouveaux·elles professeur·e·s, les associations économiques essaient de vendre leur produit aux étudiant·e·s. L'UNES se bat depuis des années pour garantir une formation de qualité et un encadrement adéquat. Les associations de l'économie oublient que le niveau de l'encadrement et la qualité de la formation ont baissé suite à des mesures d'économie dans le domaine de la formation. Les étudiant·e·s n'ont pas à couvrir ce sous-financement.

Informations: Caroline Gisiger 079 708 50 56; Esther Christen 079 224 56 19

Etude "Point de vue économique sur les études supérieures":

<http://www.vss-unes.ch/policy/economique.pdf>

Prise de Position "Visions de l'UNES sur le financement de la formation":

<http://www.vss-unes.ch/policy/financement.pdf>

Argumentaire "Non aux prêts":

<http://www.vss-unes.ch/policy/prets.html>